



CONTRAT FINANCIER : 2020

AU TITRE DU FONDS D'INTERVENTION REGIONAL (FIR)

Rattaché au Contrat Local de Santé (CLS) de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire

N° ARS-PDL/DT49/CLS/2020/49_04/01

Entre

L'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire,
17 boulevard Gaston Doumergue – CS 56233 - 44262 NANTES cedex 2
Représentée par son Directeur Général, d'une part,

et

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
11 Rue du Maréchal Leclerc – CS 54030 – 49408 SAUMUR CEDEX

Représentée par son Président, d'autre part,

- VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 1434-2 alinéa 3 et L 1434-17 portant sur le dispositif du contrat local de santé prévu par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009,
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-2 portant sur les compétences du Maire en matière de salubrité publique et L 1111-2 portant sur les Communes ayant signé avec l'Etat un contrat d'objectifs et de moyens relevant de la politique de la ville,
- VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU le décret 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé,
- VU le décret du 22 septembre 2017 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Pays de la Loire - M. Jean-Jacques COIPLÉ,
- VU le décret n° 2012-271 du 27 février 2012 relatif au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé,
- VU l'arrêté N°ARS-PDL/DG/2018/44 du 31/08/2018 portant délégation de signature à Mme Isabelle MONNIER, directrice de la délégation territoriale de Maine-et-Loire,
- VU le projet régional de santé des Pays de la Loire 2018-2022 arrêté le 18 mai 2018,
- VU le contrat local de santé de la communauté d'agglomération de Saumur Val de Loire signé, le 28 janvier 2020, entre le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire et le Président de la communauté d'agglomération de Saumur Val de Loire,

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par les signataires conforme à son objet statutaire.

Considérant les grands axes de la politique de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire.

Considérant que le programme ci-après présenté participe de cette politique.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objectif :

de définir les droits et obligations de la communauté d'agglomération de Saumur Val de Loire et de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire

- de formaliser le financement accordé
- de définir les modalités de suivi

pour contribuer à la réalisation des actions intitulées :

- projet « sports santé »
- soutien à la coordination dans un contexte de lancement du nouveau contrat local de santé

ARTICLE 2 : OBJECTIFS ET MODALITES DU CONTRAT

Ces actions répondent aux grands axes de la politique de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire.

Contribution des acteurs :

L'Agence Régionale de Santé s'engage sur :

- L'appui technique du personnel de l'ARS, délégation territoriale de Maine-et-Loire
- Une aide au titre du financement de la coordination, de l'animation, du suivi et du bilan des actions sus-mentionnées, à hauteur de 20 000 € pour l'exercice 2020, répartis comme suit :
- Action 1 « projet sports santé » : 10 000 €
- Action 2 « coordination du CLS » : 10 000 €
 - *Référent CLS pour la collectivité et l'ensemble des partenaires*
 - *Organiser la gouvernance du CLS (COPIL et comités techniques)*
 - *Suivi administratif et financier en lien avec les animateurs et les assistantes*
 - *Elaborer les rapports d'activité annuels*
 - *Impulser et coordonner les actions opérationnelles du CLS*

La communauté de commune/EPCI s'engage sur le co-financement, l'animation, la coordination, le suivi et le bilan des actions sus mentionnées.

Périmètre géographique :

Le projet couvre le périmètre de la communauté d'agglomération de Saumur Val de Loire.

ARTICLE 3 : DELAI D'APPLICATION ET DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat entrera en vigueur à sa date de signature pour une durée de douze mois suivant cette date.

Ce contrat pourra être modifié ultérieurement par voie d'avenant, soit par suite de nouvelles dispositions légales, soit par accord entre les deux parties.

ARTICLE 4 : FINANCEMENT ACCORDE SUR LE FIR

La subvention de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire est fixée à 20 000 € (vingt mille euros).

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE PAIEMENT

Les versements sont effectués par l'agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Pays de la Loire, à la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, domicilié 11 rue du Maréchal Leclerc – CS 54030 – 49408 SAUMUR CEDEX (n° Siret : 20007187600011) sur le compte ouvert à la Trésorerie de SAUMUR : 31 Rue Seigneur BP 179 – 49414 SAUMUR Cedex

IBAN							
FR66	3000	1007	76C4	9300	0000	093	

Cette somme sera versée en totalité à la signature du présent contrat.

Un contrôle du service fait sera effectué par la délégation territoriale de Maine-et-Loire.

A cette fin, la communauté d'agglomération de Saumur Val de Loire s'engage à transmettre à la délégation territoriale son rapport d'activité (bilan quantitatif, qualitatif et financier de chaque action financée).

Une reprise des excédents pourra être effectuée conformément à l'article 9 du présent contrat.

Le bénéficiaire transmet son RIB ou RIP lors de la signature du premier contrat de financement.

En cas de changement d'organisme financier teneur du compte, le bénéficiaire notifie à l'ARS ses nouvelles coordonnées bancaires accompagnées d'un nouveau RIB ou RIP.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

L'utilisation de la subvention prévue par le présent contrat est placée sous la responsabilité de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire.

En contrepartie de la subvention accordée, la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire s'engage :

- à n'utiliser la subvention que pour les dépenses directement liées à l'objet mentionné à l'article 1^{er} sans la possibilité de transfert vers une autre association ou structure, quel qu'en soit l'objet,
- à mentionner le soutien financier de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire sur tous les travaux ou publications se rapportant à l'action du présent contrat.

Le reversement de tout ou partie d'une aide octroyée n'est pas autorisée, sans accord de l'ARS, à une association, une société, une collectivité privée ou une œuvre qui ne serait pas prestataire ou fournisseur convenu entre les parties du présent contrat (subvention en cascade).

ARTICLE 7 : JUSTIFICATIFS ET CONTROLE FINANCIER

Le suivi du contrat est placé sous la responsabilité du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire.

Pour ce faire, la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire tient une comptabilité pour chaque action et s'engage à fournir à la délégation territoriale de Maine-et-Loire au plus tard le 31 décembre 2020 le rapport d'activité des actions financées : bilans quantitatifs, qualitatifs et financiers des actions.

Le Directeur Général et l'Agent Comptable de l'Agence Régionale de Santé ont la faculté, à tout moment, de faire procéder sur place à des contrôles et de se faire présenter tous documents utiles pour mener à bien cette mission. Pour faciliter ces opérations, la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire s'engage à conserver les pièces justificatives pendant une durée de 5 ans après l'approbation de ses comptes.

Le titulaire du présent contrat qui, pour une raison quelconque, n'exécute pas la mission qui lui est confiée, devra immédiatement en aviser l'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire, CS 56233, 44262 NANTES CEDEX 02.

ARTICLE 8 : MODALITES DE MODIFICATION DE LA SUBVENTION ET/OU DU CONTRAT

Toute modification relative à la subvention fera l'objet d'une décision modificative et d'un avenant au contrat en cas de modification du montant.

Toute modification relative aux modalités de versement ou d'exécution du contrat fera l'objet d'un avenant au contrat.

ARTICLE 9 : REPRISES DE SUBVENTIONS

L'Agence Régionale de Santé des Pays de la Loire se réserve la possibilité de récupérer auprès de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire tout ou partie de la subvention accordée en cas de non-exécution ou d'exécution partielle du programme ainsi qu'en cas de contribution financière excédant le coût de la mise en œuvre du programme.

ARTICLE 10 : CLAUSES DE RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige le tribunal compétent sera le tribunal administratif de NANTES, 6 allée de l'Ile Gloriette, BP 24111, 44041 NANTES CEDEX 1.

S'il est fait appel au comité consultatif de règlement amiable, les frais d'expert seront partagés par moitié.

Fait à Angers (en 2 exemplaires), le 17 septembre 2020

Pour le Directeur Général
de l'ARS Pays de la Loire

et par délégation
la Directrice de la délégation territoriale

Isabelle MONNIER

P/Le Président
de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire

et par délégation
La Vice-Présidente de la Communauté d'agglomération
Saumur Val de Loire, en charge de l'Aménagement
du territoire et de l'Habitat, des politiques de solidarité, santé
et des familles,
Sophie METAYER